

Notre maison prend feu et risque de s'effondrer mais ceux à qui nous avons confié les clefs ne veulent rien en savoir. Persuadés que les menaces viennent du dehors - ou voulant s'en persuader et nous en persuader - ils ne pensent qu'à changer les serrures pour éviter que d'autres viennent y chercher refuge et s'y établir.

Pourtant le feu couve bien à l'extérieur ET à l'intérieur de notre maison commune, indissociablement.

C'est d'abord ce qui ne va pas à l'intérieur, ici et maintenant, dans leur vie quotidienne, que perçoivent les citoyens: chômage durablement installé, pénurie de logements, accroissement de la grande pauvreté et des écarts de revenus et de fortune, détermination sociale d'un décrochage scolaire important, inégalités dans l'accès aux droits et prestations de la protection sociale comme dans l'accès aux autres biens sociaux (plus on en a besoin et on y a droit, moins on en bénéficie tant les procédures sont complexes et opaques), inégalités devant l'impôt, tensions dans les rapports sociaux, insécurité... L'énumération des biens communs de base qui sont fragilisés, de fait et dans la perception qu'en ont les citoyens, pourrait continuer!

Ceux-ci en rendent leur gouvernement responsable et n'acceptent pas qu'il cherche à s'en défaire.

Mais ils savent aussi l'importance des défis d'une tout autre nature qui relèvent de la conjonction de logiques mortifères à l'échelle de la planète, défis qui, pour être confrontés et maîtrisés, appelleront, chacun le sait, de considérables mutations tant du modèle de développement économique et social de nos sociétés que du mode de vie de chacun d'entre nous. Car c'est bien dans leurs effets sur la vie de tous les jours que se rencontrent les enjeux particuliers, immédiats et locaux du court terme et ceux, plus généraux, lointains et globaux du moyen et du long terme.

Ces « logiques mortifères » doivent ici être rappelées tant, faisant désormais partie de notre horizon le plus banal, nos gouvernants auraient tendance à les oublier dans leurs analyses de « la crise » et dans l'élaboration des réponses à lui apporter.

Si rien n'est fait dans les années qui viennent, les catastrophes annoncées sont d'abord écologiques: réchauffement de l'atmosphère, épuisement des principales ressources minières et fossiles, destruction accélérée des espèces animales et végétales, accumulation des déchets, pollution de l'air, des rivières, des nappes phréatiques, des océans. C'est l'ensemble de nos rapports à la nature et au vivant qui doit être radicalement modifié, et sans plus attendre, faute de quoi la survie même de l'humanité pourrait être en question.

Les catastrophes économiques et financières prévisibles ne sont pas moindres: épuisement d'un modèle de développement fondé sur l'acquisition et le renouvellement frénétiques de biens matériels et symboliques de plus en plus rapidement obsolètes et non réparables, accroissement de la dette publique et privée, découplage de l'économie réelle et des marchés financiers spéculatifs...

Est-ce vraiment une « crise » que nous vivons ou le début d'une mutation, qui est loin d'être achevée mais dont il faut dès maintenant s'occuper activement?

Les catastrophes sociales, associées aux précédentes, sont non moins considérables: avec « la crise » les plus pauvres se sont appauvris et les plus riches se sont enrichis et les écarts sociaux ont atteint des niveaux inconnus depuis la fin du 19^{ème} siècle, des ensembles entiers de populations et de territoires, au sein de chacun de nos pays comme entre eux au plan mondial, ont décroché de l'accès aux « biens communs » des sociétés dont ils font censément partie.

Les sentiments d'abandon, les frustrations et les colères qui en découlent fournissent le terreau de pulsions de haine, de mort et de violences extrêmes, individuelles et collectives, au sein de chacune de nos sociétés et entre elles. Ces violences, profondément ancrées dans nos sociétés mais manipulées de l'extérieur par une nouvelle barbarie, échappent à toute régulation par les instances et procédures du droit international établies pour les réguler quand elles éclataient entre les États. Ne relevant pas de logiques de guerre inter-étatiques elles ne sont pas non plus affectées par les procédures d'exception du droit national qui s'y réfèrent, déchéance de nationalité notamment. Y recourir pourrait donc s'avérer non seulement inefficace mais contre productif car apte à entretenir un climat de méfiance entre les citoyens, entre les communautés et les peuples voire entre les États... et, globalement, envers les règles de « l'État de droit ». Installer la méfiance au coeur du lien social réaliserait un profond travail de sappe des principes fondateurs de la qualité de notre vie commune (respect mutuel, égalité sociale, liberté personnelle et solidarité collective), un travail de sappe qui est précisément la raison d'être de cette barbarie que nous devons affronter et vaincre.

Face à la conjonction de menaces graves pour les équilibres sociaux de base comme pour les fondements de notre civilisation, voire pour sa survie, les institutions politiques de notre démocratie se révèlent singulièrement défailtantes.

Face aux logiques mortifères qui se déploient aux niveaux continental, intercontinental ou mondial les outils juridiques de régulation et les instances de gouvernance de ces niveaux sont encore d'une faiblesse insigne et, au niveau national, là où existent les ressources juridiques et politiques qui font défaut aux niveaux supérieurs, leur manquent les moyens d'avoir prise sur des phénomènes et des territoires hors de leur portée. La perte de confiance envers les institutions de la démocratie naît en partie de cette inadéquation, bien perçue par les citoyens, entre les territoires du pouvoir politique et ceux des problèmes à résoudre.

Mais face à nombre de problèmes de la vie quotidienne de nos concitoyens la panne démocratique est d'un ordre différent: Là, les citoyens ont le sentiment que les pouvoirs publics nationaux ou locaux pourraient, s'ils le voulaient, sinon résoudre leurs difficultés du moins s'en occuper utilement. S'ils ne le font pas c'est qu'ils sont trop occupés à d'autres choses, perçues comme parfaitement dérisoires: à des prises de position purement symboliques sur des questions accessoires (« des postures qui sont des impostures » selon la formule d'Anne Hidalgo), à des querelles de pouvoir au sein des appareils politiques, à de la « com. » etc. etc.

La crise de la démocratie prend alors la forme d'un véritable retrait civique de plus en plus assumé et largement partagé: montée des abstentions, des votes blancs ou nuls, voire refus des jeunes de s'inscrire sur les listes électorales, dégradation de l'image des politiques et mépris à leur égard, rejet de « la politique », multiplicité des comportements de petite voire de grande délinquance civique, sociale ou fiscale, adhésions au Front National et effondrement des adhésions aux autres partis comme aux organisations syndicales... et même à nombre des

grands réseaux associatifs les mieux installés dans « l'espace public ».

Le paradoxe c'est que cette désertion civique du champ politique institué ne traduit nullement un désintérêt des citoyens pour la chose publique. Bien au contraire ils sont de plus en plus nombreux qui semblent dire aux « politiques »: « puisque vous ne vous occupez pas des choses importantes, nous on va s'en occuper ». À rebours du repli individualiste et précautionneux sur des comportements d'égoïsme consumériste dans lequel se réfugient de nombreux citoyens et en opposition frontale à l'idéologie national- populiste du Front National qui en attire beaucoup d'autres, on voit en effet se multiplier les initiatives pour inventer, expérimenter et diffuser, ici et maintenant, des solutions concrètes aux problèmes d'aujourd'hui tout en s'efforçant de relever les défis de l'avenir, et de bâtir sans plus attendre les prémices d'un autre monde, un monde plus désirable, plus juste, plus respectueux des libertés personnelles, plus convivial et surtout plus durable, un monde que l'on aurait envie de transmettre à nos enfants.

Dans tous les champs de la vie sociale, dans tous les domaines et sur tous les territoires, au fur et à mesure que les citoyens constatent une insuffisance, une inadéquation, une désertion ou un effondrement d'une politique publique, les innovations et expérimentations foisonnent, mobilisant des centaines de milliers de personnes concernées et une infinie diversité de compétences, de savoirs savants et de savoirs de vie qui s'associent dans la proximité la plus immédiate pour y répondre. On voit émerger partout d'autres produits et services et d'autres façons de les produire et de les utiliser ou de les consommer, d'autres types d'emploi et d'autres rapports au travail, d'autres façons d'éduquer les enfants, d'habiter, de se chauffer, de se nourrir, de se soigner, de se déplacer...d'autres façons de vivre. Face au monde ancien qui se défait sous leurs yeux , les citoyens ont déjà commencé d'en construire un nouveau.

Cette volonté des citoyens d'avoir prise et d'agir concrètement sur ce qui les concerne directement et qui « fait sens » pour eux, c'est à dire sur ce qui construit et oriente le sens qu'ils

veulent donner à leur vie, c'est ce qu'on nomme le « pouvoir d'agir » des citoyens. Le « collectif

pouvoir d'agir », qui regroupe désormais plus de 25 petits et grands réseaux associatifs, accompagne sa construction et sa mise en mouvement mais aussi sa mise en visibilité et en capacité d'action collective, en s'intéressant prioritairement à ceux qui, au départ, ont le moins de pouvoir d'agir dans l'organisation sociale actuelle.

De ce fait, la première difficulté de la démarche, ici comme dans tous les mouvements d'émancipation des plus démunis, vient du fait que les plus éloignés de l'espace public et de la distribution de ses bienfaits, et donc ceux qui en ont le plus besoin, sont par là même plus dépendants que les autres et moins outillés culturellement et socialement pour des démarches émancipatrices. Il ne faudrait pas que le combat pour le pouvoir d'agir connaisse le même sort que celui qu'ont connu les luttes pour une démocratie plus « participative »: son utilisation pour accroître le pouvoir de ceux qui en ont déjà, sa récupération au profit des catégories sociales déjà mieux armées pour faire valoir leurs intérêts. Le combat pour le pouvoir d'agir, fut-il mené par des militants culturellement et socialement relativement privilégiés, doit impérativement rester d'abord un outil du combat pour l'égalité sociale, si gravement malmenée aujourd'hui et menacée plus encore demain.

La deuxième difficulté est relative à la conversion de ce pouvoir d'agir en pouvoir politique. Ce qui se reconstruit aujourd'hui, à travers la multiplicité de ces initiatives citoyennes, c'est ce que les sociologues appellent un « capital social », la matière même du lien social d'une société, sa « société civile ». Ce capital social en acte, cette société civile en mouvement, est la matière sociale du lien politique, du moins du lien politique démocratique. Le lien politique, en régime démocratique, ne peut en effet se limiter au seul transfert, par l'élection, de la souveraineté populaire à des institutions et élites dirigeantes chargées d'élaborer et de mettre en oeuvre les « politiques publiques » qui structurent et organisent la gestion du bien commun de la société, ce qu'on appelle en France « l'intérêt général » des citoyens. Le lien politique

démocratique a besoin non seulement du consentement du peuple mais de son implication, de sa participation. Il aura fallu plus d'un siècle après la Révolution pour qu'on reconnaisse cette évidence avec la loi de 1901 sur les associations, accordant aux citoyens le droit de s'intéresser, autrement que par le seul suffrage, aux affaires qui les concernent, pour qu'on reconnaisse aux associations une place légitime dans l'espace public. Il est important aujourd'hui qu'on reconnaisse la valeur et la portée politique de toutes ces initiatives citoyennes transformatrices ou créatrices des biens communs de la société de demain.

Mais c'est ici qu'apparaît une troisième difficulté, le nécessaire renouveau du fait associatif pour qu'il puisse se régénérer grâce à ces nouvelles dynamiques citoyennes et contribuer à les porter sur la place publique. C'est loin d'être acquis, tant, particulièrement en France, les institutions du pouvoir politique ont cherché, dès l'origine, à asservir et/ou instrumenter le pouvoir associatif et tant nombre d'associations se sont prêtées à ce jeu dans un souci de reconnaissance par les pouvoirs publics pour améliorer les avantages qu'elles pourraient en tirer dans la conduite de leur « projet associatif ». Ainsi se sont construits au cours du temps nombre de connivences, de clientélismes et d'intérêts corporatistes. Cette proximité entre certaines associations et les pouvoirs publics a contribué à leur faire partager le discrédit dont souffre « le politique » et à dissuader beaucoup de dynamiques citoyennes, notamment celles portées par des jeunes, de se rapprocher de ces associations les plus « reconnues ». Inversement, nombre de ces associations peinent à savoir comment valoriser l'autonomie de ces démarches citoyennes et construire avec elles d'autres formes de coopération que la simple adhésion à la forme associative existante.

En outre, quatrième difficulté, rétives à l'engagement politique, rétives à l'engagement associatif, ces innombrables dynamiques citoyennes demeurent centrées sur les particularités de leur projet et de ce fait excessivement éparpillées sur les territoires et dispersées en fonction de la spécificité de leur objet et de la façon de l'aborder. C'est à la fois leur force, l'indispensable souci de pertinence et d'efficacité de l'action conduite, et leur faiblesse, la difficulté de constituer collectivement une force suffisante pour porter ensemble le projet de transformation globale qui s'impose, à la fois écologique, économique, social, culturel et politique, dont chacune ne porte qu'un petit morceau mais qui relève d'un ensemble de valeurs éthiques très largement partagées. Des réseaux existent qui rompent l'isolement et facilitent les échanges d'expériences, la coopération et l'intelligence collective. Mais ils sont nombreux, spécifiques et excessivement dispersés. L'idée même d'une organisation commune pour les

coordonner fait fuir la majorité des porteurs de ces dynamiques sociales tant elle rappellerait ces formes collectives anciennes qu'ils ont rejetées. Pourquoi alors ne pas prendre appui sur cette diversité et cette exigence de chacun de garder la maîtrise de son « pouvoir d'agir » pour montrer la force de proposition et d'interpellation du politique et de la « société civile organisée » que représente l'addition de toutes ces initiatives? Pourquoi, avant que ne s'engage la prochaine campagne présidentielle et législative qui promet de concentrer jusqu'à la caricature tous les défauts d'un système politique moribond, ne pas inverser pour une fois, entre la société et ses « représentants », la définition et le portage d'un projet politique? Pourquoi, le même jour, partout en France, sur toutes les places publiques, toutes les initiatives citoyennes à vocation transformatrice, dans tous les domaines de la vie sociale, ne pourraient-elles pas être invitées à présenter ce qu'elles font, à le mettre en débat et à interpellier les pouvoirs publics sur leur aptitude à le prendre en compte?

Dernière difficulté et non la moindre: précisément cette aptitude des pouvoirs publics à s'ouvrir à la capacité transformatrice qui monte de la société, à ne plus s'en méfier ni chercher à la neutraliser ou à la contrôler et l'enrégimenter mais, au contraire, à la conforter et à s'appuyer sur elle pour accroître leur propre pouvoir transformateur. Comment sortir de cette addition désespérante de mesurées à courte vue, bricolées pour tenter de désamorcer provisoirement tel ou tel mécontentement sectoriel, et comment engager enfin le pays à porter ensemble et dans la durée le vrai projet politique de transformation radicale qui s'impose? Cela ne peut à l'évidence se faire qu'en construisant un nouveau rapport entre l'État et la « société civile », entre des pouvoirs publics à la fois plus modestes et plus ambitieux, plus respectueux du pouvoir d'agir des citoyens et désireux de l'intégrer à la construction et à la mise en oeuvre des politiques publiques d'un côté et, de l'autre, une société de citoyens plus jaloux de leur autonomie personnelle que jamais mais plus aptes, sur cette base, à s'associer pour la mettre en action collectivement. En y associant en outre les forces économiques concernées pourraient alors être bâties ces « communautés d'action » proposées par Yannick Blanc, seules capables de porter les indispensables efforts de transformation radicale de notre modèle de développement et de notre mode de vie, transformations nécessaires pour relever les défis où se joue l'avenir de la paix sociale dans chacun de nos pays et la paix entre nos pays, sûrement aussi l'avenir de notre modèle de civilisation, peut-être même l'avenir de l'humanité.

Jean-Pierre Worms (pour la revue de la Fonda)